

Crise de la dette

Manifestation de l'aggravation des contradictions du mode de production capitaliste

LA VOIX DES COMMUNISTES, no 5, automne 2011 - p. 16-18

Toutes les places boursières s'affolent. La bourse est à la baisse jusqu'à entrevoir un nouveau krach boursier. La note attribuée à la dette américaine a été abaissée d'un cran (de AAA, meilleure note, à AA+) par l'agence Standard and Poor's, une première. Cela signifie que cette agence de notation (la première à avoir, il y a deux ans, dévalué la note grecque) considère que les États-Unis présentent des risques quant à leur capacité à honorer leur dette, provoquant une perte de confiance des milieux financiers et les réactions erratiques du marché financier : c'est l'aspect visible d'une crise plus profonde qui affecte le monde capitaliste mondialisé.

En 2008 déjà, la crise frappait. La crise de la dette n'est que l'aspect superficiel de cette crise. Non pas que la situation soit inédite, elle est aujourd'hui à un niveau de gravité supérieure : les contradictions inhérentes au capitalisme font leur œuvre: le cancer se généralise, après la Grèce, l'ensemble des pays d'Europe et d'Amérique sont touchés.

Ce n'est pas du côté de la bourgeoisie que nous aurons une explication claire et scientifique des événements en cours. La bourgeoisie n'a pas intérêt à dévoiler les conséquences du système qui est le sien. Elle tente d'en rester à une fixation de l'attention des masses sur les cours de bourse et les problèmes financiers, comme si le fond du problème était la hausse ou la baisse, et que cette hausse ou baisse, venant d'on ne sait où, était la clé des problèmes économiques.

Or pour comprendre ce qu'est la crise et la place qu'occupe la dette publique dans ses mécanismes il faut comprendre d'où vient cette crise, qu'elle en est la source fondamentale.

De la crise de surproduction à la crise financière et boursière

La crise, qui frappe également à des degrés divers les pays en Europe et aux États-Unis, est avant tout une crise de surproduction. Le capitalisme est agité par des contradictions insolubles. D'une part, il faut produire toujours plus de marchandises, avec des coûts de production (dont les salaires) toujours plus faibles que ses concurrents pour générer un profit plus important. Or cette baisse des coûts de production se traduit par une baisse des salaires et par conséquent, une baisse du niveau de vie des masses. Ce qui a pour conséquence de freiner l'écoulement des marchandises produites, que les masses ne peuvent pas acheter et qui s'entassent dans les entrepôts. À l'échelle de la société cela se traduit par des faillites en chaîne et par la montée du chômage. Nous avons donc cette situation absurde avec d'un côté une masse de marchandises produites et de l'autre des masses qui ne peuvent se les procurer et qui manquent de tout.

La logique du profit capitaliste conduit inmanquablement à la crise de surproduction, à cette contradiction scandaleuse de la capacité matérielle de produire des biens d'usage qui permettraient aux masses de vivre aisément, et de l'autre, de l'impossibilité de ces masses d'acheter et de consommer ces biens dont elles ont besoin¹.

Dans la production, le recours au crédit est indispensable pour les capitalistes: pour écouler les produits, de même que pour continuer à produire alors que la production précédente n'est pas encore écoulée. Avec la baisse de la production consécutive au ralentissement de la consommation, les crédits deviennent de plus en plus vitaux pour maintenir la production de plus-value². Or, la récession, conséquence logique de la mévente des marchandises et de la baisse de la production qui s'en suit, creuse le fossé entre les besoins de crédit du capital et ses capacités à en rembourser les intérêts. Quand se manifeste l'écroulement de productions financées à crédit, les établissements qui font commerce du crédit (les banques) voient leurs créances fondre comme neige au soleil, entraînant leurs propres difficultés. Les banques qui ont prêté de l'argent, suite à la banqueroute de leurs créanciers, voient fondre leurs réserves.

La crise de surproduction prend alors la forme de crise financière. L'interdépendance des capitaux entraînant une réaction en chaîne, la faillite des uns provoquant celle des autres.

Les États, acteurs politiques de domination du capital sur les travailleurs mais également acteurs économiques, se chargent de supporter une grosse partie de la crise, en épongeant les dettes privées et en ayant recours au crédit pour éviter l'implosion sociale et de la société: les charges de l'État augmentent pendant que les ressources stagnent ou diminuent (la masse des impôts diminue), aboutissant sur une situation où l'État lui-même ne peut plus satisfaire le remboursement des intérêts de la dette qu'il a contracté, est menacé de faillite comme en Grèce, fragilisant considérablement les pays et banques créditrices et entraînant des mouvements imprévisibles d'affolement des bourses.

Il arrive une situation où l'État n'a plus, du fait de la crise profonde du capital, les moyens de "payer" les intérêts de la dette en cours - il est en situation de "faillite", d'où la méfiance des "marchés", des investisseurs qui demandent des taux d'intérêts plus élevés pour tout nouvel emprunt (c'est ce qui est arrivé à la Grèce) et provoque le sauve-qui-peut du capital financier et des bourses. La crise de la dette est une partie du problème de la faillite du système capitaliste, de sa nature sénile, de son incapacité à diriger la société et l'entraînant à sa perte.

La crise boursière est donc une manifestation d'une crise déjà présente. Les baisses des cours d'une société signifient qu'un nombre plus important de porteurs vendent leurs actions (c'est-à-dire des parts dans le capital de la société), du fait de la situation de difficulté économique de l'entreprise (soit immédiate : l'entreprise a diminué son profit, soit anticipée : on anticipe une perte de profit dans l'avenir proche). Quand la surproduction est générale, alors les cours s'effondrent jusqu'au krach boursier.

Notons que cette surproduction ne reste que relative car cette surproduction existe par rapport aux possibilités de valorisation du capital (c'est à dire de sa possibilité de s'investir pour croître avec un profit), mais n'est pas surproduction par rapport aux

besoins de consommation des masses, qui par millions n'ont pas les ressources pour se procurer des moyens de subsistance et sont frappées par le dénuement et la famine qui en résulte.

La crise et les étapes qu'elle traverse, ne sont pas la conséquence d'une mauvaise gestion, de l'incapacité de tel ou tel dirigeant, mais la conséquence inévitable des contradictions du mode de production capitaliste.

Le rôle de la dette dans l'économie

L'argent de la dette sert, avec les impôts, et l'émission de titres (par exemple les bons du trésor aux États-Unis) à alimenter le budget de l'État. Ce budget que Marx considérait déjà comme "un budget de la bourgeoisie" sert à aider directement les capitalistes notamment par des subventions, exonérations d'impôts, marchés publics, mais aussi indirectement, en jouant le rôle de "capitaliste collectif" en intervenant dans l'économie, en aménageant le territoire, en créant des infrastructures utiles à la production et au commerce, en entretenant des forces de répression et de maintien de la domination de classe, en entretenant la force de travail (aide à l'embauche, retraites, hôpitaux, sécurité sociale, transports...). D'ailleurs c'est sur ce dernier aspect que se nourrit l'illusion de "l'État providence" entretenue par le personnel politique pour culpabiliser les travailleurs en les désignant comme responsables de la dette, s'attachant à masquer la nature de classe de l'État, le présentant comme au service de tous. Or, l'État, dans toute société de classe n'est autre qu'un appareil de domination de la classe qui dirige, la classe dominante. Dans toutes ses actions, l'État sert soit directement soit indirectement les intérêts du capital, car c'est précisément la fonction de l'État dans une société capitaliste.

La dette n'est pas seulement une conséquence de la nécessité d'emprunter. Elle joue aussi un rôle essentiel pour le capital financier par l'intermédiaire de l'État pour extorquer la plus-value. L'argent servant à payer les intérêts de la dette provient en effet des impôts, qui sont en définitive une partie des revenus des travailleurs, qui est prélevée chaque année et à chaque achat (notamment par la TVA). En somme, les capitalistes qui se sont déjà servi une fois en plus-value lors de la réalisation des marchandises, se servent une deuxième fois, par l'intermédiaire de l'État, grâce au mécanisme de la dette.

La dette renforce également la dépendance des pays empruntant vis à vis des prêteurs. Les grands groupes impérialistes en prêtant de l'argent resserrent leur domination et le contrôle sur les pays et ses matières premières-auxquels ils prêtent.

La réaction de la bourgeoisie à la crise : le plan d'austérité

L'État ne peut maîtriser l'accroissement de la dette publique, qui augmente inexorablement au fur et à mesure de l'accumulation du capital. Et il doit absolument l'entretenir pour éviter l'écroulement. Les discours la main sur le cœur, tendant à rééquilibrer les finances publiques ne doivent pas nous tromper. En réalité, la dette est nécessaire au fonctionnement du système.

Aussi l'objectif des plans d'austérité prenant prétexte de la dette vise en réalité à "réamorcer" la pompe à profits en réduisant les frais "improductifs" destinés à la reproduction de la force de

travail et donc à baisser son "cout" pour le capital : gel et baisse des salaires dans le public comme dans le privé, plan de privatisations massifs, recul de l'âge de la retraite, hausse des taxes et des impôts directs, etc. Voilà la réponse sur le plan intérieur.

Sur le plan extérieur, la réponse de la bourgeoisie est la fuite en avant dans les rivalités interimpérialistes pour la lutte contre les concurrents, la conquête de marchés et des matières premières, pour diminuer le cout de fabrication des produits et tenter de les écouler. Ces rivalités se manifestent tant dans la lutte économique - la lutte "pacifique" pour la domination économique - que dans la guerre déclarée, guerre à laquelle aboutissent nécessairement les rivalités entre impérialismes. La guerre est une solution pour détruire les forces productives en surplus et résorber la crise, relancer la machine productive, relancer les profits. À ce titre, l'impérialisme français compte bien faire valoir ses intérêts sur le pétrole libyen et la reconstruction du pays suite à l'agression de ce pays et la mise en place, par la guerre, d'un régime politique plus avantageux pour l'impérialisme français.

La lutte des prolétaires contre la crise et les politiques de la bourgeoisie

Les prolétaires grecs, les premiers, ont répondu avec une force et une détermination que nous ne pouvons que saluer et encourager. Depuis un an et demi, de nombreuses journées de grève avec un caractère massif et très combattives ont eu lieu pour refuser de payer les pots cassés de la crise du capital. Des mots d'ordre anticapitalistes, dénonçant le capitalisme comme système, sont apparus et ont été repris dans les cortèges de grévistes et de manifestants.

L'intervention de l'UE sur le prétendu "plan de sauvetage de la Grèce" n'est rien d'autre qu'un plan de soutien aux investisseurs en Grèce, et notamment de grandes banques françaises, affolées de perdre une partie de leurs créances. La déclaration de Nicolas Sarkozy : "ce que nous ferons pour la Grèce, nous ne le ferons pour aucun autre pays", montre la peur des gouvernants d'une contagion de la contestation du prolétariat dans d'autres pays que la Grèce ainsi que la faiblesse avouée de la bourgeoisie qui montre son incapacité à maîtriser la situation économique internationale.

Tous les prolétaires dans les autres pays frappés également par la crise économique ont intérêt à soutenir le combat des travailleurs de Grèce, et eux-mêmes pour leur propre situation ont à se préparer à la lutte.

Les travailleurs n'ont aucun intérêt à sauver le capitalisme en crise, mais à l'abattre !

1. Citation extraite de la brochure du ROC-ML expliquant les mécanismes de la crise:

["Éléments généraux d'analyse pour comprendre la crise actuelle et ouvrir une perspective"](#)

2. Dans le cadre de la théorie de Marx, une marchandise donnée ou un ensemble de marchandises matérialisent la force de travail employée pour leur production. De ce point de vue, elles incarnent une certaine valeur, dont la grandeur est proportionnelle au temps pendant lequel la force de travail concernée a été mise en oeuvre; cette caractéristique des marchandises détermine les proportions respectives dans lesquelles elles s'échangent les unes contre les autres. La valeur totale se divise en deux parties : celle correspondant à la valeur propre - rémunérée par le salaire - de la force de travail employée (laquelle intervient elle-même en tant que marchandise), ainsi que la partie

restant, désignée comme plus-value. La quantité de plus-value ainsi créée constitue la base pour les profits que visent à s'approprier les capitalistes intervenant dans le circuit commercial : capitaliste de la sphère de production, financier, grossiste, distributeur final... Cependant, rien ne garantit qu'en parcourant ce cheminement, les revenus cumulés qu'en retirent les capitalistes impliqués équivalent effectivement à la quantité de plus-value incarnée initialement dans les marchandises produites. Autrement dit, il n'y a pas forcément égalité entre plus-value créée et plus-value réalisée pouvant être réintroduit dans la sphère de production.

Karl Marx, Livre III de "Le Capital", "Le procès d'ensemble de la production capitaliste":

La raison ultime de toute véritable crise demeure toujours la pauvreté et la limitation de la consommation des masses, en face de la tendance de la production capitaliste à développer les forces productives comme si elles n'avaient pour limite que la capacité de consommation absolue de la société.

(Paris, Éditions Sociales, 1976; p. 446.)